

MESSAGE N° 229 21 décembre 2010
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
relatif au projet de loi portant dénonciation
du concordat concernant la Haute école suisse
d'agronomie

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi portant dénonciation du concordat concernant la Haute école suisse d'agronomie.

Une dénonciation de ce concordat par le canton de Fribourg, à l'instar de ce qu'ont déjà fait ou de ce que feront tous les autres cantons concordataires, conduira *de facto* à l'abrogation du concordat. Cette abrogation permettra en particulier au canton de Berne, qui reprendra les activités de la Haute école suisse d'agronomie, d'y créer des structures de conduite plus claires, conformes à la nouvelle législation relative aux hautes écoles spécialisées.

1. SYNTHÈSE

La Haute école suisse d'agronomie (HESA) de Zollikofen est régie depuis 1964 par un concordat réunissant tous les cantons suisses ainsi que la Principauté du Liechtenstein. Bien qu'elle soit rattachée à la Haute école spécialisée bernoise (HES bernoise) depuis 1997, elle est toujours régie par ce concordat. Au début de l'été 2007, les cantons d'Argovie, de Bâle-Ville, de Lucerne, de Saint-Gall et de Zurich ont demandé l'abrogation du concordat pour des raisons liées au système éducatif ainsi que l'intégration totale de la HESA à la HES bernoise. En juillet 2008, le Conseil de concordat de la HESA a donné son accord pour mettre en chantier l'abrogation du concordat.

La signature, à l'automne 2009, de la convention de cantonalisation par le Conseil-exécutif du canton de Berne et le Conseil de concordat de la HESA marque la première étape de la dissolution. Cette convention règle notamment la reprise du personnel, du patrimoine, des contrats et de l'infrastructure de la HESA par le canton de Berne et la HES bernoise à partir du 1^{er} janvier 2012.

La convention a été conclue sous réserve, d'une part, que le Grand Conseil du canton de Berne approuve la cantonalisation et d'autre part, que les autres cantons et la Principauté du Liechtenstein approuvent la dissolution du concordat. Le Grand Conseil du canton de Berne a pris les décisions correspondantes le 7 juin 2010.

Le canton de Fribourg, de même que les autres cantons suisses et la Principauté du Liechtenstein doivent à présent se prononcer; d'ici au 31 décembre 2011, sur la question de la dissolution du concordat concernant la Haute école suisse d'agronomie.

2. DESCRIPTION DE LA HESA

La HESA est une des institutions suisses de référence pour la formation des cadres dans les domaines agricole, forestier et alimentaire. Elle propose les trois filières de bachelor suivantes: Agronomie, Foresterie et Technologie alimentaire («Food Science & Management»). Le Master in Life Sciences (sciences de la vie) dans le domaine des sciences appliquées agronomiques et forestières vient compléter cette offre. La HES bernoise est ainsi la seule haute école suisse à couvrir la totalité de la chaîne de mise en valeur, depuis la production agricole, animale et

forestière jusqu'à la commercialisation des produits. Les orientations d'approfondissement (aussi appelées «majors») confèrent aux filières d'études un profil spécifique et unique en Suisse. L'offre de formation est coordonnée et coïncide avec celle des autres hautes écoles suisses. Il existe des points communs au niveau de l'offre de formation des hautes écoles situées à Changins, Lullier, Wädenswil, du département Architecture, génie civil et bois de la HES bernoise et du département des sciences agronomiques et alimentaires de l'EPF de Zurich.

Les étudiants et étudiantes qui suivent ces formations sont entièrement formés et préparés à prendre des responsabilités dans leur domaine, sur des sujets relatifs à la nature, à l'homme et aux ressources. Les formations scientifiques, étroitement liées à la pratique, promettent d'excellentes opportunités de carrière aux étudiants et étudiantes.

Au delà de la formation initiale et continue, la HESA se consacre à la recherche appliquée et fournit des prestations en Suisse et dans le monde entier. Les projets dans lesquels elle s'engage visent à mettre en œuvre les résultats scientifiques d'une manière utile et adaptée à la pratique. La durabilité constitue la base de la formation et des projets, qu'il s'agisse du domaine agricole, forestier ou alimentaire.

La HESA a pu, au cours des dix dernières années, doubler son effectif d'étudiants et étudiantes. En 2009, la HESA a formé 413 étudiants et étudiantes et employait 166 personnes (134 postes à temps plein).

2.1 Offre de la HESA

La filière de bachelor *Agronomie*, qui comporte les orientations d'approfondissement Sciences végétales, Sciences animales, Sciences équine et Agriculture internationale, permet aux ingénieurs et ingénieures agronomes d'obtenir les qualifications nécessaires pour occuper des positions de cadres dans les domaines de la production et de la transformation des végétaux et des animaux, du commerce agricole, de l'industrie et des services. Ils ont aussi le bagage nécessaire pour se lancer dans le domaine de la recherche et du développement, du conseil ou encore exercer en tant que formateur ou formatrice. Nombreux sont ceux et celles qui font carrière dans l'administration et la politique. Quelques autres exercent à l'étranger dans le domaine de la coopération au développement.

La filière de bachelor *Foresterie* met l'accent sur les processus de production et de logistique forestiers, la conduite durable des écosystèmes forestiers et les interactions entre les forêts de montagne et les dangers naturels. Les ingénieurs et ingénieures forestiers diplômés de Zollikofen sont prêts à assumer des tâches à haute responsabilité dans les domaines de la production, du commerce, de l'industrie et de l'administration et veillent, en occupant des postes-clés, à ce que les forêts soient exploitées de manière respectueuse de l'environnement. Enfin, ils s'engagent à préserver les fonctions protectrices, économiques et récréatives des forêts.

La filière de bachelor *Technologie alimentaire* (Food Science & Management) permet de connaître tous les niveaux de la chaîne de mise en valeur, depuis la production jusqu'à la commercialisation des produits. L'accent est tout particulièrement mis sur les compétences en matière de gestion, de sciences de la consommation et

en marketing. Les ingénieurs et ingénieures en technologie alimentaire peuvent occuper des postes-clés dans de nombreux domaines d'activités, allant de l'acquisition de matières premières à la vente au consommateur en passant par le développement et la production.

La filière de *Master in Life Sciences*, qui a vu le jour en 2009 et est coordonnée au niveau national, propose l'orientation d'approfondissement *Applied Agricultural and Forestry Sciences* (sciences appliquées agronomiques et forestières) avec les trois axes thématiques suivants: *Management of Value Chains in Agriculture and Forestry* (gestion des filières économiques agricoles et forestières), *Sustainable Agricultural and Forestry Production Systems* (systèmes de production agricole et forestière durables), *Agriculture and Forestry in Transition* (agriculture et foresterie en transition). Cette formation s'adresse en premier lieu aux candidats et candidates souhaitant exercer une activité scientifique dans une haute école ou se préparer à occuper un poste de cadre à haute responsabilité.

Dans ses activités de formation continue, la HESA combine les savoirs scientifiques les plus récents et les connaissances pratiques. Les offres s'adressent généralement aux cadres. Plus de trois cent modules des différentes filières peuvent être suivis comme cours individuels de formation continue. Quatre formations certifiantes proposent un approfondissement des compétences aux enseignants et enseignantes ainsi qu'aux personnes exerçant des fonctions dirigeantes. Par ailleurs la HESA organise des séminaires et des journées spécialisées dont l'objectif est l'échange de connaissances et d'expériences scientifiques issues de la pratique.

La HESA a mené 120 projets de recherche en 2009. Qu'ils concernent l'agriculture, la foresterie ou l'alimentation, les projets de recherche sont fortement ancrés dans la pratique («on-site-research»), ce qui permet d'analyser aussi la situation et les contextes complexes des entreprises.

En 2009, la HESA a mené 105 projets de prestations. Ceux-ci sont axés sur l'international et reposent sur des compétences principales. La majeure partie du chiffre d'affaires est réalisée à l'étranger et dans les collaborations de développement.

2.2 Evolution de la HESA

Au cours des dernières années, la HESA s'est développée de manière continue et devrait selon toute probabilité continuer d'accueillir un nombre croissant d'étudiants et d'étudiantes dans les trois années à venir. Les effectifs (équivalences à temps plein) sont ainsi passés de 173 en 1999 à 364 en 2009. Ce chiffre devrait être de 450 en 2012. Cette évolution est due à une diversification et à un renouvellement importants des programmes d'enseignement. Environ un tiers des étudiants des volées de ces dernières années venaient du canton de Berne.

Le domaine de l'enseignement n'est pas le seul à connaître une évolution positive à la HESA. Les domaines de la recherche, des prestations et de la formation continue ont également le vent en poupe.

3. MOTIFS CONDUISANT À L'ABROGATION DU CONCORDAT ET CONDITIONS DE REPRISE DE LA HESA

3.1 Mise en place d'une structure de direction plus efficace

La Haute école suisse d'agronomie (HESA) de Zollikofen est régie depuis 1964 par un concordat réunissant tous les cantons suisses ainsi que la Principauté du Liechtenstein. Bien qu'elle soit rattachée par un contrat à la Haute école spécialisée bernoise (HES bernoise) depuis 1997, les signataires du concordat en constituent toujours l'organe responsable.

Au début de l'été 2007, les cantons d'Argovie, de Bâle-Ville, de Lucerne, de Saint-Gall et de Zurich ont demandé la dissolution du concordat pour des raisons liées au système éducatif ainsi que l'intégration totale de la HESA à la HES bernoise. Des concordats semblables ont déjà été dissous pour, par exemple, le centre de formation professionnelle de Wädenswil, institution qui a par la suite été cantonalisée (cf. Décret du 20 juin 2006 portant dénonciation du concordat concernant la Haute école et le Centre de formation professionnelle de Wädenswil); le canton de Zurich est à ce jour l'organe responsable du centre de formation professionnelle de Wädenswil, dont une partie appartient désormais à la Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften (Haute école des sciences appliquées du canton de Zurich). Le concordat en question a été dissous dans le but de renforcer le paysage suisse des hautes écoles spécialisées en regroupant plusieurs établissements autonomes de petite taille pour en faire des organisations d'envergure. Une telle démarche entend améliorer le pilotage stratégique, organisationnel et financier des hautes écoles.

Une recommandation comparable a été formulée par le Conseil fédéral sur proposition de la Commission fédérale des hautes écoles spécialisées et de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT), lesquels ont proposé en avril 2008 de cantonaliser la HESA pour les mêmes motifs. La Confédération exige des structures de direction claires pour les hautes écoles spécialisées. Les concordats dits internes, au sein des hautes écoles spécialisées, constituent un obstacle à ce projet: ils compliquent les réaménagements structurels et la création de structures de direction efficaces. Pour la HESA, l'éventualité d'une réforme dans ce sens avait par ailleurs déjà été évoquée dans le Message N° 17 du Conseil d'Etat au Grand conseil accompagnant le projet de décret portant adhésion du canton de Fribourg à la révision du 22 juin 2001 du concordat concernant l'Ecole suisse d'ingénieurs en agriculture (cf. ch. 4 in fine).

3.2 Scénarios de reprise de la HESA

Le 22 juin 2007, le Conseil de concordat de la HESA a chargé le Conseil d'administration et la direction de la HESA d'examiner plusieurs scénarios de reprise. Il s'agissait en particulier d'examiner si le canton de Berne était prêt à envisager l'intégration totale de la HESA à la HES bernoise. La reprise de la HESA par la Confédération a également été envisagée.

Le 28 mai 2008, le Conseil-exécutif du canton de Berne a envisagé pour la première fois d'assumer la responsabilité de la HESA. Il s'est montré prêt à contrôler la cantonalisation de la HESA, mais a souhaité néanmoins

que les questions de l'utilité économique de la HESA et des risques financiers qu'elle comporte soient analysées en détail. Parallèlement, un groupe de travail de l'Office fédéral de l'agriculture a élaboré un rapport sur le développement stratégique du système de connaissances agronomiques en Suisse.

Le 3 juillet 2008, le Conseil de concordat a discuté une deuxième fois de l'abrogation du concordat et du futur organisme responsable de la HESA. Il a confirmé qu'il avait été décidé de faire avancer l'abrogation du concordat. A cet effet, il a chargé le Conseil d'administration et la direction de la HESA d'inviter le gouvernement et le parlement du canton de Berne à créer les conditions propices à une intégration totale de la HESA à la HES bernoise. Il a par ailleurs souhaité qu'une discussion ait lieu avec les responsables fédéraux afin de déterminer si la solution fédérale évoquée plus haut était réalisable et, dans l'affirmative, à quelles conditions. Le Conseil de concordat a réaffirmé sa position selon laquelle la solution retenue devait tout mettre en œuvre pour éviter une suppression de filières à la HESA.

Un sondage auprès du Département fédéral de l'économie a montré que la solution fédérale envisagée comportait d'importants risques juridiques, organisationnels et politiques pour la HESA. Dans ce contexte, le Conseil d'administration de la HESA a décidé d'abandonner ce scénario.

Au cours du deuxième semestre 2008, la Direction de l'instruction publique du canton de Berne a préparé, en collaboration avec la HES bernoise et la direction de la HESA, les paramètres d'une convention de cantonalisation entre le Conseil-exécutif du canton de Berne et le Conseil de concordat de la HESA.

En janvier 2009, il est apparu que l'agrandissement des bâtiments de la HESA prévu depuis 2006 ne répondait pas aux standards de construction du canton de Berne en matière de flexibilité et de durabilité. Le respect des standards de construction cantonaux ne pourrait être garanti que si le canton de Berne devenait maître d'ouvrage avant la cantonalisation de la HESA. Dans ce contexte, le Conseil d'administration de la HESA a décidé de renoncer à la réalisation des travaux par le concordat et d'inviter le gouvernement bernois à ordonner immédiatement le remaniement du projet d'agrandissement de la HESA, le programme de répartition des locaux étant maintenu tel qu'il avait été adopté. Le projet a donc été remanié par le canton de Berne.

Le 28 janvier 2009, le Conseil-exécutif du canton de Berne a approuvé le principe de la cantonalisation de la HESA. Parallèlement, la Direction bernoise de l'instruction publique a préparé une convention de cantonalisation avec le Conseil de concordat de la HESA en tenant compte des paramètres suivants:

- Les cantons concordataires (à l'exception du canton de Berne) et la Principauté de Liechtenstein participent à hauteur de 50% aux frais découlant du projet d'agrandissement des bâtiments.
- Le canton de Berne reprend le personnel de la HESA avec tous les droits et les obligations selon le droit bernois sur le personnel.
- Le canton de Berne reprend en principe tous les objets immobiliers, leur valeur vénale étant estimée entre 20 et 22 millions de francs. Il reprend également l'infra-

structure technique de la HESA sans indemnisation ainsi que les contrats correspondants.

- La HES bernoise reprend en principe les autres contrats et l'infrastructure restante de la HESA.
- La HES bernoise reprend en principe les actifs et les passifs de la HESA.

Le canton de Berne et le Conseil d'administration de la HESA ont approuvé le remaniement du projet d'agrandissement des bâtiments (mise en conformité avec les standards de construction du canton de Berne) à la condition que le canton de Berne prenne à sa charge le surcoût qui en découlera.

3.3 Convention de cantonalisation

La convention de cantonalisation a été signée le 21 octobre 2009 par le Conseil-exécutif du canton de Berne et le 27 novembre 2009 par le Conseil de concordat de la HESA.

Cette convention règle, notamment, la reprise du personnel, du patrimoine, des contrats et de l'infrastructure de la HESA par le canton et la HES bernoise au 1^{er} janvier 2012. Il a également été convenu que le canton de Berne s'occuperait des travaux d'agrandissement des bâtiments, et que la part du canton de Fribourg aux frais découlant du projet d'agrandissement des bâtiments, s'élèverait au total à 1 494 418 francs. Le contrat de rattachement des 19 novembre 2003 et 14 janvier 2004 conclu entre le Conseil de concordat de la HESA et le canton de Berne concernant le rattachement de la HESA de Zollikofen à la HES bernoise sera également dissous au 1^{er} janvier 2012.

En définitive donc, l'intégration complète de la HESA à la HES bernoise placera l'école sous la seule responsabilité du canton de Berne.

La convention de cantonalisation a été conclue sous deux réserves:

1. que le Grand Conseil du canton de Berne arrête
 - a) l'abrogation de la loi cantonale du 8 septembre 2004 concernant les concordats sur les hautes écoles d'agronomie (LCHEA; RSB 439.41), b) la création d'un département Life Sciences à la HES bernoise et c) l'octroi d'un crédit d'investissement pour l'agrandissement des bâtiments;
2. que les autres cantons et la Principauté du Liechtenstein décident de se retirer du concordat du 30 juin 1964 concernant la Haute école suisse d'agronomie.

Le 7 juin 2010, le Grand Conseil du canton de Berne a pris les décisions mentionnées sous le point 1 ci-dessus.

4. PROCÉDURE D'ABROGATION DU CONCORDAT

Le concordat a été conclu pour une durée indéterminée (art. 1 al. 1). Les cantons affiliés au concordat et la Principauté du Liechtenstein ont le droit de résilier leur affiliation pour la fin d'une année scolaire, en respectant un délai de résiliation de trois ans (art. 14 al. 1).

L'abrogation du concordat approuvée à l'unanimité par les membres du concordat n'est par contre pas réglée. Elle est toutefois possible et n'est pas soumise au délai de préavis de trois ans.

L'abrogation peut donc être prononcée à une date devant être fixée en commun, et la décision d'abrogation nécessite l'accord de tous les signataires du concordat. Les instances compétentes pour l'abrogation sont déterminées par la loi de chaque canton. Dans le canton de Fribourg, le Grand Conseil décide, sur proposition du Conseil d'Etat.

Etant donné que la cantonalisation de la HESA est prévue pour le 1^{er} janvier 2012, l'abrogation du concordat doit être fixée au 31 décembre 2011.

5. INCIDENCES FINANCIÈRES

Après l'abrogation du concordat, c'est l'accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES) qui sera applicable. Celui-ci règle la péréquation financière pour les étudiants extracantonaux dans le domaine de l'enseignement supérieur. Le montant forfaitaire de prestations de 38 300 francs par étudiant (concordat HESA) sera remplacé pour le canton de Fribourg, comme pour les autres cantons, par le versement d'un montant de 26 000 francs par étudiant. Avec l'entrée en vigueur du nouveau système, on peut donc escompter, pour le canton de Fribourg, la réalisation d'économies substantielles.

Nous précisons en outre, à ce sujet, qu'entre 1998 et 2007, la part des étudiants fribourgeois à la HESA se montait à 7,47% en moyenne, soit une des présences cantonales les plus importantes. En 2009, c'est *l'équivalent temps-plein* (ETP) de 27 étudiants issus du canton de Fribourg qui se sont formés à la HESA (cf. tableau annexé).

Le transfert au canton de Berne et à la HES bernoise des actifs et des passifs, des valeurs immobilières et des valeurs mobilières est gratuit, mais la reprise par le canton de Berne des valeurs mobilières et immobilières existantes de la HESA augmentera d'au moins 20 millions de francs sa valeur patrimoniale.

En définitive, étant donné que la péréquation financière prévue dans le concordat se base sur un calcul des coûts complets, alors qu'elle repose sur une couverture partielle des coûts complets dans l'Accord sur les hautes écoles spécialisées (AHES), le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est financièrement plus intéressant pour tous les membres du concordat – hormis le canton de Berne, où se trouve la HESA – d'abroger ce dernier et de cantonaliser la HESA.

6. PROPOSITION

Nous vous invitons à approuver le projet de loi en annexe.

Etudiants et étudiantes des membres du concordat (sauf Berne):

Membre du concordat	Part en % (moyenne de 1998 à 2007)	Part des étudiants en ETP Base année 2009: 242 ETP
AG	7.21%	26
AI	0.06%	0
AR	0.40%	1
BL	2.55%	9
BS	1.04%	4
FL	0.46%	2
FR	7.47%	27
GE	0.75%	3
GL	0.00%	0
GR	2.79%	10
JU	2.08%	8
LU	7.48%	27
NE	1.77%	6
NW	0.30%	1
OW	0.15%	1
SG	4.62%	17
SH	0.36%	1
SO	4.13%	15
SZ	1.33%	5
TG	3.13%	11
TI	1.85%	7
UR	0.30%	1
VD	7.81%	28
VS	2.06%	7
ZG	1.28%	5
ZH	6.60%	24

BOTSCHAFT Nr. 229 21. Dezember 2010
des Staatsrats an den Grossen Rat
über die Kündigung des Konkordats über
die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf zur Kündigung des Konkordats über die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft.

Wenn der Kanton Freiburg dieses Konkordat kündigt, wie das die übrigen Konkordatskantone bereits getan haben oder noch tun werden, wird das Konkordat *de facto* aufgelöst. Dies ermöglicht es dem Kanton Bern, der die Tätigkeiten der Schweizerischen Hochschule für Landwirtschaft übernehmen wird, klarere Führungsstrukturen zu schaffen, die der neuen Fachhochschulgesetzgebung entsprechen.

1. ZUSAMMENFASSUNG

Die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft (SHL) in Zollikofen wird seit 1964 im Rahmen eines Konkordates von allen Kantonen der Schweiz und vom Fürstentum Liechtenstein getragen. Seit 1997 ist sie der Berner Fachhochschule (BFH) angegliedert, wobei das Konkordat als Trägerschaft bestehen blieb. Im Frühsommer 2007 verlangten die Kantone Aargau, Basel-Stadt, Luzern, St. Gallen und Zürich aus bildungssystematischen Gründen die Auflösung des Konkordates sowie die vollständige Integration der SHL in die BFH. Im Juli 2008 zeigte sich der Konkordatsrat der SHL damit einverstanden, dass die Auflösung des Konkordats vorangetrieben werden solle.

Als erster Schritt hin zu einer Auflösung haben der Regierungsrat des Kantons Bern und der Konkordatsrat der SHL im Herbst 2009 eine Kantonalisierungsvereinbarung abgeschlossen. Diese regelt namentlich die Übernahme des Personals, des Vermögens, der Verträge und der Infrastruktur der SHL durch den Kanton Bern und die Berner Fachhochschule per 1. Januar 2012.

Die Kantonalisierungsvereinbarung wurde unter dem Vorbehalt abgeschlossen, dass erstens der Grosse Rat des Kantons Bern der Kantonalisierung zustimmt und zweitens die andern Kantone und das Fürstentum Liechtenstein mit der Auflösung des Konkordats einverstanden sind. Der Grosse Rat des Kantons Bern hat die entsprechenden Beschlüsse am 7. Juni 2010 gefasst.

Der Kanton Freiburg, wie auch die andern Kantone und das Fürstentum Liechtenstein müssen nun noch die Auflösung des Konkordats betreffend die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft per 31. Dezember 2011 beschliessen.

2. BESCHREIBUNG DER SHL

Die SHL ist eines der wenigen Schweizerischen Ausbildungszentren für das Kader im Agrar-, Forst- und Lebensmitteltechnologiebereich. Sie bietet folgende drei Bachelor-Studiengänge an: Agronomie, Forstwirtschaft sowie Lebensmitteltechnologie (Food Science & Management). Dieses Angebot wird mit dem Master-Studium in Life Sciences in angewandten Agrar- und Forstwissenschaften ergänzt. Damit wird als einzige schweizerische Hochschule die ganze Wertschöpfungskette von der Produktion in Feld, Stall und Wald bis zum Verkauf im Detailhandel abgedeckt. Die Vertiefungs-

richtungen (Majors) verschaffen den Studiengängen ein spezifisches, schweizweit einmaliges Profil. Mit den übrigen schweizerischen Hochschulen ist das Angebot abgestimmt und koordiniert. Berührungsfelder bestehen zu den Hochschulen in Changins, Lullier, Wädenswil, zum Departement Architektur, Bau und Holz der BFH sowie zum Departement Agrar- und Lebensmittelwissenschaften der ETH Zürich.

Die Absolventinnen und Absolventen werden ganzheitlich ausgebildet und darauf vorbereitet, in ihrer Branche Verantwortung für Natur, Mensch und Ressourcen zu übernehmen. Dank der ausgesprochen praxisnahen wissenschaftlichen Ausbildung verfügen sie über exzellente Karrierechancen.

Neben der Aus- und Weiterbildung betreibt die SHL angewandte Forschung und erbringt Dienstleistungen – in der Schweiz und rund um die Welt. Die Projekte haben zum Ziel, fundierte wissenschaftliche Erkenntnisse nutzbringend für die Praxis umzusetzen. Nachhaltigkeit bildet die Basis des Studiums und der Projekte, sei es in der Land-, Forst- oder Lebensmittelwirtschaft.

Die SHL konnte in den vergangenen 10 Jahren ihre Studierendenzahlen verdoppeln. Im Jahr 2009 bildete die SHL 413 Studierende aus und zählte 166 Mitarbeitende (bzw. 134 Vollzeitstellen).

2.1 Das Angebot der SHL

Der Bachelorstudiengang *in Agronomie* mit den Vertiefungsrichtungen Pflanzenwissenschaften, Nutztierwissenschaften, Pferdewissenschaften und internationale Landwirtschaft qualifiziert die Agraringenieurinnen und -ingenieure zur Übernahme von Kaderpositionen in der Produktion und Veredelung von Pflanzen und Tieren, im Agrarhandel, in Industrie und Dienstleistung. Sie haben aber auch das Rüstzeug für den Einstieg in die Ausbildung und die Beratung oder in Forschung und Entwicklung. Nicht wenige machen eine Karriere in Verwaltung und Politik. Einige arbeiten im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit im Ausland.

Der Bachelorstudiengang *in Forstwirtschaft* legt sein Schwergewicht auf die forstlichen Produktions- und Logistikabläufe, die nachhaltige Lenkung des Ökosystems Wald und die Wechselwirkungen zwischen dem Gebirgswald und den Naturgefahren. Forstingenieurinnen und -ingenieure aus Zollikofen sind auf verantwortungsvolle Aufgaben in Produktion, Handel, Industrie und Verwaltung vorbereitet, sorgen an Schlüsselstellen für eine naturverträgliche Bewirtschaftung der Wälder und setzen sich ein für die Erhaltung ihrer Schutz-, Nutz- und Erholungsfunktion.

Der Bachelorstudiengang *in Lebensmitteltechnologie* (Food Science & Management) vermittelt alle Aspekte der Wertschöpfungskette von der Produktion bis zur Vermarktung der Produkte im Detailhandel. Ein besonderes Gewicht legt er auf die Kompetenzen im Bereich des Managements, der Konsumwissenschaften und des Marketings. Lebensmittelingenieurinnen und -ingenieure sind auf allen Schlüsselpositionen von der Rohstoffbeschaffung über die Entwicklung und Herstellung von Produkten bis zum Verkauf an die Konsumentinnen und Konsumenten vertreten.

Im gesamtschweizerisch koordinierten *Master-Studiengang in Life Sciences*, der 2009 gestartet ist, wird die Vertiefungsrichtung *Applied Agricultural and Forestry*

Sciences mit den drei Themenbereichen *Management von land- und forstwirtschaftlichen Wertschöpfungsketten, nachhaltige land- und forstwirtschaftliche Produktionssysteme* sowie *Land- und Forstwirtschaft im Wandel* angeboten. Die Ausbildung richtet sich in erster Linie an Kandidatinnen und Kandidaten, die an einer Hochschule eine wissenschaftliche Tätigkeit übernehmen oder sich auf eine Position mit grosser Führungsverantwortung vorbereiten wollen.

Die Weiterbildungsangebote der SHL verbinden neuste wissenschaftliche Erkenntnisse mit praktischem Wissen. Die Angebote richten sich in der Regel an Führungskräfte. Über dreihundert Module aus den verschiedenen Studiengängen stehen zum Besuch als individuelle Weiterbildungskurse offen. Vier Zertifikatslehrgänge bieten vertiefte Kompetenzerweiterung für Lehr- und Führungskräfte. Zudem werden Fachveranstaltungen zum Austausch von wissenschaftlichen Erkenntnissen und Erfahrungen aus der Praxis organisiert.

2009 liefen an der SHL 120 Forschungsprojekte. Diese werden weitgehend in der Praxis der Land-, Forst- und Lebensmittelwirtschaft durchgeführt («on-site-research»). Dies erlaubt es, das Umfeld und die komplexen gesamtbetrieblichen Zusammenhänge mit zu analysieren.

2009 liefen an der SHL 105 Dienstleistungsprojekte. Diese sind international ausgerichtet und stützen sich auf die Kernkompetenzen. Der grösste Teil des Umsatzes wird im Ausland und in der Entwicklungszusammenarbeit generiert.

2.2 Das Wachstum der SHL

Die SHL ist in den vergangenen Jahren kontinuierlich gewachsen und wird aller Voraussicht nach auch in den kommenden drei Jahren mehr Studierende aufnehmen. So stiegen die Studierendenzahlen (in Vollzeitäquivalenzen) von 173 im Jahr 1999 auf 364 im Jahr 2009. Für das Jahr 2012 werden 450 Studierende erwartet. Diese Entwicklung beruht auf einer starken Erweiterung und Erneuerung der Studieninhalte an der SHL. Rund ein Drittel der Studierenden kamen in den vergangenen Jahren aus dem Kanton Bern.

Zusätzlich zum Lehrbetrieb weist die SHL auch in den Bereichen Forschung, Dienstleistung und Weiterbildung ein stetiges Wachstum auf.

3. GRÜNDE FÜR DIE AUFLÖSUNG DES KONKORDATS UND VORAUSSETZUNGEN FÜR DIE ÜBERNAHME DER SHL

3.1 Einsetzen einer effizienteren Führungsstruktur

Die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft (SHL) in Zollikofen wird seit 1964 im Rahmen eines Konkordates von allen Kantonen der Schweiz und vom Fürstentum Liechtenstein getragen. Seit 1997 ist sie der Berner Fachhochschule (BFH) angegliedert, wobei das Konkordat als Trägerschaft bestehen blieb.

Im Frühsommer 2007 verlangten die Kantone Aargau, Basel-Stadt, Luzern, St. Gallen und Zürich aus bildungssystematischen Gründen die Auflösung des Konkordates sowie die vollständige Integration der SHL in die BFH. Vergleichbare Konkordate wurden bereits aufgelöst, so beispielsweise für das Berufsbildungszentrum Wädens-

wil, das anschliessend kantonalisiert wurde (vgl. das Dekret vom 20. Juni 2006 über die Kündigung des Konkordats betreffend Hochschule und Berufsbildungszentrum Wädenswil); der Kanton Zürich ist heute Träger des Berufsbildungszentrums Wädenswil, von dem ein Teil heute zur Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften gehört. Ziel der Auflösung dieses Konkordats war eine Stärkung der Fachhochschullandschaft Schweiz, indem kleine und unabhängige Schulen zu grösseren Organisationen zusammengefasst wurden. Damit sollte eine bessere strategische, organisatorische und finanzielle Steuerung erreicht werden.

Eine vergleichbare Empfehlung liegt vom Bundesrat auf Antrag der Eidgenössischen Fachhochschulkommission und des Bundesamtes für Berufsbildung und Technologie (BBT) vor, die aus den gleichen Gründen im April 2008 eine Kantonalisierung der SHL vorgeschlagen haben. So verlangt der Bund bei den Fachhochschulen klare Führungsstrukturen. Sogenannte Binnenkonkordate innerhalb der Fachhochschulen stehen quer zu diesem Vorhaben; sie erschweren strukturelle Reorganisationen und die Schaffung von effizienten Führungsstrukturen. Für die SHL wurde die Möglichkeit einer Reform in diesem Sinne im Übrigen bereits in der Botschaft Nr. 17 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Dekrets über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Revision vom 22. Juni 2001 des Konkordats betreffend die Schweizerische Ingenieurschule für Landwirtschaft erwähnt (s. Ziff. 4 a.E.).

3.2 Optionen für eine neue Trägerschaft der SHL

Der Konkordatsrat der SHL beauftragte am 22. Juni 2007 den Verwaltungsrat und die Direktion der SHL, verschiedene Optionen für eine neue Trägerschaft zu prüfen. Insbesondere sollte die Bereitschaft des Kantons Bern für eine vollständige Integration der SHL in die BFH abgeklärt werden. Als weitere Option stand eine Übernahme der SHL durch den Bund zur Diskussion.

Am 28. Mai 2008 befasste sich der Regierungsrat des Kantons Bern in einer Aussprache ein erstes Mal mit der Frage, die SHL zu übernehmen. Er zeigte sich bereit die Kantonalisierung der SHL zu prüfen, wünschte aber vertiefte Abklärungen betreffend des volkswirtschaftlichen Nutzens der SHL und der finanziellen Risiken. Gleichzeitig erarbeitete eine Arbeitsgruppe des Bundesamtes für Landwirtschaft einen Bericht zur strategischen Weiterentwicklung des landwirtschaftlichen Wissenssystems in der Schweiz.

Am 3. Juli 2008 beriet der Konkordatsrat ein zweites Mal über die Auflösung des Konkordats und die zukünftige Trägerschaft der SHL. Er bestätigte den Entscheid, dass die Auflösung des Konkordats vorangetrieben werden solle. Er beauftragte den Verwaltungsrat und die Direktion der SHL, die Regierung und das Parlament des Kantons Bern einzuladen, die Voraussetzungen für eine vollständige Integration der SHL in die BFH zu schaffen. Gleichzeitig solle mit den politischen Verantwortungs-trägern des Bundes geprüft werden, ob und zu welchen Bedingungen die oben erwähnte Bundeslösung realisiert werden könne. Der Konkordatsrat bekräftigte seine Haltung, dass eine zukünftige Trägerschaftslösung so auszugestalten sei, dass ein Leistungsabbau der SHL vermieden werden könne.

Abklärungen beim Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement haben ergeben, dass eine Bundeslösung erheb-

liche rechtliche, organisatorische und politische Risiken für die SHL mit sich bringen würde. Aus diesem Grund hat der Verwaltungsrat der SHL entschieden, diese Trägerschaftsvariante nicht mehr weiterzuverfolgen.

In der zweiten Jahreshälfte 2008 hat die Erziehungsdirektion des Kantons Bern unter Mitwirkung der BFH und der Direktion der SHL die Eckwerte für eine Kantonalisierungsvereinbarung zwischen dem Regierungsrat des Kantons Bern und dem Konkordatsrat der SHL vorbereitet.

Es hat sich sodann im Januar 2009 gezeigt, dass der sich seit 2006 in Planung befindende Erweiterungsbau der SHL nicht den Baustandards des Kantons Bern nach Flexibilität und Nachhaltigkeit entsprach. Die Einhaltung der kantonalen Baustandards könnten nur garantiert werden, wenn der Kanton Bern bereits vor der Kantonalisierung der SHL die Bauherrschaft übernehmen würde. Aufgrund dieser Ausgangslage beschloss der Verwaltungsrat der SHL, die Ausführung des Erweiterungsbaus durch das Konkordat zu stoppen und die Berner Regierung einzuladen, umgehend eine Umprojektierung des Erweiterungsbaus der SHL unter Einhaltung des genehmigten Raumprogramms zu veranlassen. Schliesslich kam es zu einer Umprojektierung des Baus durch den Kanton Bern.

Am 28. Januar 2009 genehmigte der Regierungsrat des Kantons Bern den Grundsatz der Kantonalisierung der SHL. Gleichzeitig bereitete die Erziehungsdirektion des Kantons Bern eine Kantonalisierungsvereinbarung mit dem Konkordatsrat der SHL vor, in der die folgenden Eckwerte berücksichtigt wurden:

- Die Konkordatskantone (mit Ausnahme des Kantons Bern) und das Fürstentum Liechtenstein beteiligen sich zu 50% an den Kosten für den Erweiterungsbau der Gebäude.
- Der Kanton Bern übernimmt das Personal der SHL mit allen Rechten und Verpflichtungen gemäss dem Berner Personalrecht.
- Der Kanton Bern übernimmt grundsätzlich die gesamten Immobilien, ihr Verkehrswert wird auf 20 bis 22 Millionen Franken geschätzt. Er übernimmt auch die technische Infrastruktur der SHL ohne Entschädigung sowie die entsprechenden Verträge.
- Die BFH übernimmt grundsätzlich die übrigen Verträge und die restliche Infrastruktur der SHL.
- Die BFH übernimmt grundsätzlich die Aktiven und Passiven der SHL.

Der Kanton Bern und der Verwaltungsrat der SHL haben die Umprojektierung des Erweiterungsbaus der Gebäude genehmigt (Anpassung an die Baustandards des Kantons Bern) unter der Bedingung, dass der Kanton Bern die daraus entstehenden Mehrkosten übernimmt.

3.3 Kantonalisierungsvereinbarung

Die Kantonalisierungsvereinbarung ist am 21. Oktober 2009 vom Regierungsrat des Kantons Bern und am 27. November 2009 vom Konkordatsrat der SHL unterzeichnet worden.

Die Vereinbarung legt namentlich die Übernahme des Personals, des Vermögens, der Verträge und der Infrastruktur der SHL durch den Kanton Bern und die Berner Fachhochschule per 1. Januar 2012 fest. Zudem wurde vereinbart, dass der Kanton Bern für den Erweiterungsbau

bau verantwortlich ist und dass der Anteil des Kantons Freiburg an den Kosten des Erweiterungsbaus insgesamt 1 494 418 Franken beträgt. Ebenfalls auf den 1. Januar 2012 wird der Angliederungsvertrag vom 19. November 2003/14. Januar 2004 zwischen dem Konkordatsrat SHL und dem Kanton Bern betreffend die Angliederung der Schweizerischen Hochschule für Landwirtschaft Zollikofen an die Berner Fachhochschule aufgelöst.

Letztendlich stellt die vollständige Integration der SHL in die BFH die Schule also unter die alleinige Verantwortung des Kantons Bern.

Die Kantonalisierungsvereinbarung wurde unter zwei Vorbehalten abgeschlossen:

1. dass der Grosse Rat des Kantons Bern **a)** die Aufhebung des kantonalen Gesetzes vom 8. September 2004 über die Konkordate zu den landwirtschaftlichen Hochschulen (KLWHG; BSG 439.41), **b)** die Schaffung eines Departements für Life Sciences an der BFH **c)** den Investitionskredit für den Erweiterungsbau beschliesst;
2. dass die übrigen Kantone und das Fürstentum Liechtenstein den Austritt aus dem Konkordat vom 30. Juni 1964 betreffend die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft beschliessen.

Der Grosse Rat des Kantons Bern hat am 7. Juni 2010 die oben genannten Beschlüsse gefasst.

4. AUFLÖSUNG DES KONKORDATS

Das Konkordat wurde auf unbestimmte Zeit abgeschlossen (Art. 1 Abs. 1). Die dem Konkordat angeschlossenen Kantone und das Fürstentum Liechtenstein können ihre Mitgliedschaft unter Beachtung einer dreijährigen Frist auf das Ende des Schuljahres kündigen (Art. 14 Abs. 1).

Die Auflösung des Konkordats aufgrund einstimmiger Übereinkunft der Konkordatsträger ist nicht geregelt. Sie ist jedoch möglich und nicht an die dreijährige Kündigungsfrist gebunden.

Die Auflösung kann somit auf einen gemeinsam zu bestimmenden Zeitpunkt erfolgen; der Auflösungsentscheid setzt die Zustimmung aller Konkordatsträger voraus. Die für die Auflösung zuständigen Instanzen bestimmen sich nach dem Recht des jeweiligen Kantons. Im Kanton Freiburg entscheidet der Grosse Rat auf Antrag des Staatsrats.

Da die Kantonalisierung der SHL auf den 1. Januar 2012 vorgesehen ist, ist die Auflösung des Konkordats auf den 31. Dezember 2011 festzulegen.

5. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

Nach der Auflösung des Konkordats tritt die interkantonale Fachhochschulvereinbarung (FHV) an seine Stelle, die den Finanzausgleich für ausserkantonale Studierende im Hochschulbereich regelt. Neu wird der Kanton Freiburg und die andern Kantone statt der Finanzierungspauschale von heute 38 300 Franken pro Kopf (Konkordat SHL) nur noch 26 000 Franken pro Studentin oder Student (FHV) bezahlen müssen. Mit dem Inkrafttreten des neuen Systems kann man für den Kanton Freiburg somit mit wesentlichen Einsparungen rechnen.

Der Anteil Studentinnen und Studenten an der SHL aus dem Kanton Freiburg betrug zwischen 1998 und 2007 durchschnittlich 7,47%, was einem der grössten kantonalen Anteile entspricht. 2009 studierten 27 Personen in *Vollzeitäquivalenten* (VZÄ) aus dem Kanton Freiburg an der HSL (vgl. Tabelle im Anhang).

Die Übertragung der Aktiven und Passiven, der Immobilien und Mobilien an den Kanton Bern und die BFH erfolgt unentgeltlich, doch die Übernahme der heute bestehenden Mobilien und Immobilien der SHL durch den Kanton Bern wird zu einer Erhöhung seiner Vermögenswerte um mindestens 20 Millionen Franken führen.

Da der im Konkordat vorgesehene Finanzausgleich auf der Vollkostenrechnung basiert, während er in der Fachhochschulvereinbarung (FHV) auf einer Teildeckung der Gesamtkosten basiert, ist der Staatsrat der Meinung, dass es aus finanzieller Sicht für alle Konkordatsmitglieder – ausser dem Kanton Bern, wo sich die SHL befindet – interessanter ist, das Konkordat aufzulösen und die SHL zu kantonalisieren.

6. ANTRAG

Wir laden Sie ein, den beiliegenden Gesetzesentwurf zu genehmigen.

Studierende der Konkordatsmitglieder (ohne Bern):

Konkordatsmitglied	Anteil in% (Durchschnitt der Jahre 1998 bis 2007)	Anzahl Studierende in VZÄ Basis Jahr 2009: 242 VZÄ
AG	7.21%	26
AI	0.06%	0
AR	0.40%	1
BL	2.55%	9
BS	1.04%	4
FL	0.46%	2
FR	7.47%	27
GE	0.75%	3
GL	0.00%	0
GR	2.79%	10
JU	2.08%	8
LU	7.48%	27
NE	1.77%	6
NW	0.30%	1
OW	0.15%	1
SG	4.62%	17
SH	0.36%	1
SO	4.13%	15
SZ	1.33%	5
TG	3.13%	11
TI	1.85%	7
UR	0.30%	1
VD	7.81%	28
VS	2.06%	7
ZG	1.28%	5
ZH	6.60%	24

Loi

du

portant dénonciation du concordat concernant la Haute Ecole suisse d'agronomie

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999;
Vu l'article 100 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;
Vu les articles 4 et 13 de la loi du 11 septembre 2009 concernant les conventions intercantionales.
Vu le message du Conseil d'Etat du 21 décembre 2010;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Le canton de Fribourg dénonce, avec effet au 31 décembre 2011, le concordat du 30 juin 1964 concernant la Haute Ecole suisse d'agronomie (RSF 911.2.1).

Art. 2

¹ La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Elle entre en vigueur le 1^{er} juillet 2011.

Gesetz

vom

über die Kündigung des Konkordats über die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 48 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;
gestützt auf Artikel 100 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;
gestützt auf die Artikel 4 und 13 des Gesetzes vom 11. September 2009 über die interkantonalen Verträge;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 21. Dezember 2010;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Kanton Freiburg kündigt seine Mitgliedschaft im Konkordat vom 30. Juni 1964 über die Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft (SGF 911.2.1) auf den 31. Dezember 2011.

Art. 2

¹ Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Es tritt am 1. Juli 2011 in Kraft.